

## Sanctionnés, surveillés : quel avenir pour les médias burundais ?

Deutsche Welle, 29.01.2021 Le président burundais Evariste Ndayishimiye a proposé de renouer avec le dialogue. Les patrons de médias sont sceptiques. Le président burundais Evariste Ndayishimiye a demandé ce jeudi (28.01.2020) au Conseil national de la communication, organe de régulation des médias, de s'asseoir avec les responsables des médias sanctionnés ou suspendus dans le pays.

L'ambition affichée est que ces médias reprennent leurs programmes. Les patrons des entreprises concernées, en exil depuis 2015, sont encore sceptiques quant à cette initiative. La question ne doit pas rester éternellement bloquée, a affirmé Evariste Ndayishimiye : "Quelqu'un est fautif. Soit c'est le leader soit c'est le journaliste. Alors que le gouvernement était chargé de trancher, comment deviendrait-il une partie au conflit ? Même les conflits que nous avons connus par le passé doivent être résolus. Il y a des médias qui sont suspendus. Que le Conseil national de la communication s'assoie avec ces derniers pour trouver une solution pour en finir une fois pour toutes. Les Burundais, nous nous sommes entretenus, devons-nous nous tuer encore ?" Surveillance En exil depuis la crise de 2015, Bob Rugurika salue les déclarations du président burundais. S'exprimant sur les ondes de sa radio et sur les réseaux sociaux le directeur de la Radio publique africaine estime toutefois que les propos du président sont source de questionnement quant à leur mise en application : "Les propos du président Ndayishimiye nous emmènent à nous poser beaucoup de questions. Comment le CNC va-t-il s'asseoir avec les responsables des médias suspendus ou sous sanctions par le gouvernement du CNDD-FDD alors que presque tous les responsables de ces médias sont actuellement sous la surveillance des Imbonerakure ? Comment est-ce que ce dialogue est possible ?" Liberté d'expression De son côté, Innocent Muhozi, directeur général de la radio tanzanienne Renaissance, un des médias vandalisés en 2015 et exilé depuis Rwanda, a assuré être prêt au dialogue si celui-ci peut aboutir à davantage de liberté de la presse, d'expression, et d'association. Innocent Muhozi espère par ailleurs la libération des prisonniers victimes des manifestations de 2015, ainsi que la fin des meurtres et des disparitions forcées : "Nous considérons que c'est un pas dans la bonne direction. Nous avons réclamé le dialogue, nous sommes prêts à aller au dialogue qui doit lever les grands obstacles au rétablissement de la liberté de la presse au Burundi. D'abord concernant les mandats d'arrêt émis contre certains responsables de médias et de journalistes, mais aussi les questions de sécurité pour ces journalistes en exil. Si on ouvre ce n'est pas pour travailler sous une pression tyrannique comme celle que subissent les médias au Burundi." 24 heures après l'ordre du chef d'Etat burundais, le président du Conseil national de la communication a lancé ce vendredi un invitation aux responsables des médias concernés pour une rencontre prévue ce lundi 1er février.